



Contribution de Manoël DIALINAS

manoel.dialinas@laposte.net

Réflexions de confinement

Distanciation sociale

La première fois, cette expression m'a fait penser à fracture sociale, à barrière sociale, à distance entre catégories sociales, mais pas à une distance entre personnes. Je ne dois pas être le seul, car le Premier ministre Édouard Philippe utilise souvent l'expression « distanciation physique » qui semble plus appropriée. Le seul mot « distanciation » est compréhensible. Cela rappelle l'expression « agent de surface » pour désigner des personnes faisant du balayage en sous-sol.

La responsabilité des dirigeants chinois

Beaucoup de pays commencent à se méfier de la politique de la Chine à propos du Covid-19, et plus généralement de sa politique hégémonique. Attention toutefois à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain : ce qui est en cause ce sont les dirigeants chinois et leur politique, et non pas le peuple chinois. Depuis le début de la pandémie, les médecins et scientifiques chinois ont coopéré avec leurs homologues du monde entier et ils ont été transparents. Par contre, les dirigeants chinois ont retardé l'information sur l'existence, puis la dangerosité, de l'épidémie à la fois à leur population et au reste du Monde, allant jusqu'à emprisonner « pour diffusion de fausses nouvelles » ceux qui cherchaient à informer sur l'apparition d'un nouveau virus dangereux.

Historique

Le premier malade du coronavirus a été signalé le 17 novembre 2019, mais des indices indiquent que l'épidémie a peut-être démarré dès septembre 2019. Les premiers cas hors de Chine sont signalés entre le 20 décembre 2019 et le 13 janvier 2020, peut être un cas en France en décembre 2019 ?

Le médecin Li Wen Liang, à Wuhan, a donné des informations sur ce nouveau virus et sa contagiosité le 30 décembre 2019, il a été arrêté le 1er janvier 2020 pour avoir diffusé « des fausses rumeurs ayant un impact

social négatif », il a été contaminé par le coronavirus le 10 janvier, réhabilité le 28 janvier par les autorités sous la pression populaire et est décédé le 07 février.

Taiwan a informé l'OMS le 30 décembre de « pneumonie étrange », et mis en quarantaine les voyageurs en provenance de Wuhan à partir du 31 décembre. Les dirigeants chinois ont fait pression sur l'OMS pour qu'elle ne tienne pas compte des informations et avertissements de Taiwan considérée comme « province chinoise rebelle ».

Le marché de Wuhan d'où est partie l'épidémie a été fermé le 1er janvier, donc les dirigeants chinois connaissaient sa contagiosité et sa dangerosité à ce moment-là. Le virus a été séquencé le 5 janvier par l'équipe du professeur Zhang Yong Zhen au Centre clinique de santé publique de Shanghai. Les résultats ont été publiés à l'international le 11. Le 12 le laboratoire a été fermé par les autorités pour « rectification » car c'était aux dirigeants chinois à diffuser la nouvelle, pas au laboratoire. Les dirigeants chinois n'ont informé officiellement l'OMS de la dangerosité du Covid-19 que le 20 janvier : pourquoi ?

La mise en quarantaine de grandes villes chinoises a commencé le 22 janvier. Le 25, les festivités du nouvel an chinois à Pékin ont été annulées, mais le 27 les dirigeants chinois se sont opposés à ce que l'OMS proclame l'état d'urgence de santé publique internationale : pourquoi ?

Cela a eu pour conséquence de retarder les prises de conscience dans les autres pays et d'aggraver la crise sanitaire et la crise économique dans le Monde entier. L'OMS a déclaré l'état de pandémie mondiale le 11 mars, soit environ 2 mois de retard en raison de la rétention d'informations par les autorités chinoises.

Après que l'Italie ait suspendu les liaisons aériennes avec la Chine le 30 janvier, les dirigeants chinois ont fait pression sur l'Italie pour qu'elle les rétablisse : cela a contribué à la diffusion du virus dans le nord de l'Italie où vit une forte communauté chinoise (50 000 personnes environ). Puis il y a eu la "diplomatie du masque" du pouvoir chinois se présentant comme soucieux de combattre la pandémie et distribuant des masques dans le Monde entier : oui mais, contrairement à ce qui était annoncé, ce ne n'était pas des dons mais des marchandises à payer, dont certaines de mauvaise qualité.

Les épidémies de grippe aviaire (1997) et du SRAS (2003) provenaient déjà de marchés chinois. Pour le Covid-19, elle provient du « marché humide » de Wuhan. Contrairement aux recommandations de l'OMS après l'épidémie du SRAS en 2003, les dirigeants chinois n'ont pas fermé, ni réglementé, ni surveillé, les « marchés humides » car ce sont des marchés de producteurs constituant un moyen de subsistance pour beaucoup de personnes. Ils représentent 30 à 60 % de l'approvisionnement alimentaire des chinois car ils vendent, parfois illégalement, des denrées à prix abordables. On y trouve aussi des ingrédients tirés des animaux sauvages pour être utilisés dans la pharmacopée traditionnelle chinoise.

Malheureusement, des espèces animales sauvages (qui sont des réservoirs à virus), parfois de provenance inconnue, sont mélangées dans ces marchés alors que normalement elles ne se rencontrent pas. Les agents pathogènes de ces animaux sauvages entrent au contact des humains, ces animaux étant abattus sur place (pour garantir leur fraîcheur) sans contrôle sanitaire, sans respect des règles d'hygiène : ces marchés, véritables abattoirs à ciel ouvert, réunissent toutes les conditions pour le passage d'un virus de l'animal à l'homme.

Une campagne diplomatique et médiatique a été lancée par les dirigeants chinois pour occulter la date exacte du début de l'épidémie. Cette dissimulation pendant près de deux mois a permis au virus de se propager dans toute la Chine en pleine période fériée du Nouvel an lunaire, puis au monde entier. Maintenant, les dirigeants chinois veulent effacer de la mémoire collective, à l'intérieur comme à l'extérieur de la Chine, l'origine et la nature chinoise du virus car, dans la culture chinoise, une épidémie signifie la remise en question du « mandat du ciel », de la légitimité, du pouvoir politique en place.

Aux yeux du Parti communiste chinois (PCC), que la Chine puisse être pointée du doigt comme étant la source du coronavirus est inacceptable. Ce type de problème ne peut pas arriver sous la « direction clairvoyante » du PCC et de ses dirigeants. Toute mauvaise nouvelle est présentée et traitée comme une fausse nouvelle. D'où le retard pris dans le traitement de l'épidémie entre le 31 décembre et le 23 janvier, en particulier pour les voyages du Nouvel An chinois en Chine et à l'étranger, et la non mobilisation du système de santé chinois.

Au déconfinement, il y a eu une résurgence de l'épidémie (comme c'était à prévoir) : les dirigeants chinois ont poussé l'indécence à parler de contamination importée par des étrangers et des chinois ayant séjourné à l'étranger. L'ambassade chinoise à Tokyo parle même de virus japonais. Enfin, plusieurs messages officiels appellent « *le monde à remercier la Chine* » pour les sacrifices qu'elle a consentis en luttant contre le virus, et clament qu'elle est prête à en partager l'expérience avec ceux qui en ont le besoin. Cela est cohérent avec le fait que la Chine avance ses pions partout à la fois pour devenir le n° 1 mondial dans tous les domaines, y compris financier, technologies avancées, militaires.

Mais les conditions sanitaires en Chine demeurent déplorables, un tiers de la population n'a pas d'accès direct à l'eau potable, l'agriculture chinoise est en difficulté et l'épidémie du Covid-19 « fait tache ». On ne connaît pas le nombre réel de contaminations et de décès du Covid-19 en Chine. Selon Taiwan et la diaspora chinoise, il pourrait être compris entre 94 000 et 98 000 morts, dont 50 000 pour la seule ville de Wuhan (50 000 urnes funéraires commandées en urgence).

Cela n'empêche pas les dirigeants chinois de poursuivre leur politique méthodique de mise en condition de dépendance économique de beaucoup d'autres pays, en provoquant les délocalisations industrielles des pays développés grâce à de faibles coûts de production. Toutefois, ils ne font qu'exploiter la recherche du coût de production le plus bas par les tenants du néo-libéralisme. Les « nouvelles routes de la soie » ne sont qu'un instrument parmi d'autres de cette politique hégémonique des dirigeants chinois.

Il faudra s'interroger sur les secteurs pour lesquels on peut se permettre d'être dépendant de la Chine, et ceux pour lesquels cela représente un risque. Et de la dépendance économique à la dépendance politique, il n'y a pas loin. La Grèce a été contrainte à vendre le port du Pirée, leur plus grand port, à des intérêts chinois. Et si un jour, pour rembourser sa dette, la France était contrainte à vendre le port de Nantes Saint-Nazaire (entre autres) à des intérêts chinois ?

Transports en commun

Un des problèmes posés par la pandémie du Covid-19, dans tous les pays du Monde, est celui des transports en commun comme lieu de propagation de virus. Le nombre élevé de contaminations dans la région parisienne a probablement pour origine la promiscuité dans les transports en commun (mais pas que...) et il est possible qu'on assiste à une baisse de la fréquentation des transports en commun lors du déconfinement : quid de la distanciation physique dans les métros, bus et trams aux heures de pointe ? Précision, en Italie ce sont les matchs de football qui auraient été le vecteur principal de la propagation du Covid-19.

Cette pandémie pose le problème de tous les transports en commun, sans exception : avions, ferries, paquebots, trains, métros, bus, trams, taxis, mais aussi le covoiturage, ou le fait de transporter dans sa voiture des personnes autres que celles vivant sous le même toit. On peut imaginer, que les avions de 600 places et les paquebots de croisière de 3 000 passagers et plus, ne se rempliront pas avant que la majorité des populations soient vaccinées. Idem pour les TGV : qui sera prêt, dans quelques mois, à rester assis pendant 2 à 4 heures à côté de quelqu'un qui tousse et semble avoir de la température ?

Pourtant, il est techniquement possible d'aménager les transports en commun afin de ne plus entasser les voyageurs au détriment de leur confort, afin de maintenir une distance de 1 m, d'utiliser des matériaux virucides, cela pourrait être acceptable du point de vue sanitaire. Il est également possible d'avoir des fréquences élevées sur des plages horaires étendues pour bus, trams, trains et métros, mais cela nécessite plus de matériels et plus de personnels : avec quel argent ? Et pour quand ?

Il y a encore l'étalement des horaires pour les scolaires, les étudiants, les bureaux : pourquoi toutes les écoles primaires commencent à la même heure ? Ouverture des écoles primaires à Nantes étalée de 7h45 à 8h30 ? Ça ne coûterait rien mais il faudrait changer des habitudes, prendre des responsabilités.

Il est techniquement possible d'avoir des TGV avec la même densité de voyageurs que les wagons 1ère classe, des avions de 600 places aménagés pour 300-400 passagers, mais cela a un coût : qui va payer ? Les politiques de transport, le « modèle économique », le « business mode » des entreprises de transport publiques, comme privées (surtout des low-cost) serait à revoir complètement, les tarifs aussi. C'est le prix de la sécurité sanitaire et de la pérennité des entreprises de transport.

Dans l'état actuel, en l'absence de vaccin, les moyens de transport individuels pourraient être les gagnants de la crise du coronavirus : voiture individuelle, vélo, marche à pied. La voiture individuelle, malgré ses nuisances et les critiques est adaptée aux déplacements urbains et ruraux, à condition d'être utilisée intelligemment : nul besoin de voiture pour acheter du pain à 500 m du domicile. Nul besoin de SUV, de 4x4, de voiture dépassant 200 km/h, de voiture bling-bling signe de réussite sociale. Les constructeurs nous proposent des voitures surdimensionnées par rapport aux besoins de mobilité, ce surdimensionnement leur génère des bénéfices élevés, mais son inadaptation aux besoins pourrait provoquer la disparition d'un certain nombre de constructeurs. La technique a dérivé de la satisfaction de besoins de mobilité vers le service d'intérêts financiers.

Le vélo est aussi une solution de mobilité pour éviter la promiscuité, mais qu'en sera-t-il quand il faudra rouler sous la pluie, sur des pistes cyclables majoritairement non sécurisées, et qu'il faudra trouver des emplacements sécurisés pour le stationnement de milliers de vélos ? Qui sera prêt à faire 5 km à vélo en transportant le contenu d'un caddy rempli ?

Au fait, personne ne parle de marche à pied : pourquoi ? Pour faire de 50 m à 1 km, en ville comme à la campagne, il n'y a pas mieux... Sauf si des trottoirs sont transformés en pistes cyclables.

Dans les villes occidentales actuelles, il faut souvent parcourir une distance importante pour satisfaire les besoins quotidiens, pour aller du domicile au lieu de travail. On en revient au problème, souvent abordé pas encore résolu, de la désertification des centres-villes, de la disparition des commerces et services de proximité, dans les centres urbains, les banlieues, les campagnes, au profit de grands centres commerciaux accessibles uniquement par automobiles.

À Nantes, dans les nouvelles réalisations, on attend toujours la mixité fonctionnelle entre logements, bureaux, commerces de proximité, services, qui pourrait contribuer à réduire les déplacements. Mixité fonctionnelle annoncée à chaque campagne électorale, mais, depuis 20 ans, on ne voit pas de début de réalisation, par exemple pour le quartier Pré-Gauchet ou l'écoquartier de la Bottière.

Pourquoi l'agglomération nantaise ne suit pas l'exemple de quelques villes, dont les municipalités préemptent systématiquement les rez-de-chaussée des immeubles en construction, en centre-ville, pour les affecter à des services et commerces de proximité, lorsque les projets ne le font pas d'eux-mêmes ?

Anti-vaccins Pro-vaccins

Il y a quelques années, les médias ont complaisamment relayé les thèses des groupes anti-vaccin. Il n'y a pas eu d'équilibre de l'information entre les arguments anti-vaccins et les arguments pro-vaccin. Les médias n'ont pas porté à la connaissance du public que s'il y avait des effets secondaires de certains vaccins ayant entraîné de graves problèmes pour quelques personnes, par contre, en même temps, des millions d'autres étaient sauvées par ces mêmes vaccins : illustration de « l'arbre qui cache la forêt ».

Conséquence, en 2019, 41 % de la population française était méfiante à l'égard des vaccins, contre 17 % pour les autres pays européens. Il y a maintenant moins de personnes à se faire vacciner contre la grippe, la variole, la rougeole : cela entraîne une surmortalité. Aujourd'hui, les mêmes médias qui n'ont donné la parole qu'aux anti-vaccins, s'alarment de la lenteur de la mise au point d'un vaccin anti-Covid-19, de la lourdeur des procédures de contrôle et de sécurité. Serait-ce pour pouvoir mieux critiquer demain un vaccin prématurément commercialisé sous la pression des opinions publiques, et qui ne serait pas au point ?

Gel et savon

Les médias, comme les réseaux sociaux, ont abondamment commenté en mars le manque de gel hydro-alcoolique pour éviter une contamination par les mains, ce qui a contribué à la ruée vers les pharmacies et à la pénurie. Mais ils ont très peu relayé que se laver les mains au savon était plus efficace que le gel, et que le gel devait être utilisé là où il n'y a pas de lavabos, par exemple quand on vient de sortir d'un lieu public et touché des objets susceptibles d'être contaminés. Conséquence, la majorité de la population n'utilise pas le gel hydro-alcoolique là où il devrait être utilisé, mais à la maison là où le savon est plus efficace. Mais que font les médias et les réseaux sociaux ? Cette information n'est pas intéressante pour eux, même si elle est utile pour tous.

Médias

Il n'y a pas que les vaccins ou le gel hydro-alcoolique qui font l'objet d'un traitement contestable par les médias. La réouverture des écoles : avant l'annonce par le gouvernement, on entendait surtout des prises de position en faveur d'une réouverture rapide des écoles, à cause de l'augmentation des inégalités et du risque de décrochage résultant du confinement pour les enfants de familles en difficulté (familles nombreuses dans petits logements, manque du repas à l'école constituant pour beaucoup le repas quotidien principal). Pas un mot ou presque sur les risques sanitaires pour enseignants et élèves, ni sur les difficultés matérielles de mise en œuvre.

Après l'annonce par le gouvernement d'une réouverture des écoles le 11 mai, on n'entend plus que des prises de position pour le report de cette ouverture à septembre, plus un seul mot sur l'accroissement des inégalités pour les enfants de familles défavorisées : quid de la continuité pédagogique quand il n'y a pas d'ordinateur à la maison ? Les médias relayent abondamment des enseignants qui craignent de travailler avec risque d'être contaminés : mais pourquoi les mêmes médias ne donnent pas la parole, à ce moment-là, aux personnels soignants, aux caissières de supermarché, aux boulangers, aux pharmaciens, aux épiciers, aux personnels des EHPAD ?

Cette manière irresponsable de faire de l'information, de dénigrement systématique de ceux qui prennent des décisions, de présentation anxiogène des nouvelles, ne peut que semer la confusion dans les esprits et contribuer au développement du climat de défiance et de discrédit envers les dirigeants, et plus

généralement envers tous ceux qui sont en situation de responsabilité : les décideurs, quelques qu'ils soient, perdent à tous les coups. Et de la défiance au complotisme, il n'y a qu'un pas.

Il y a aussi ces emballements médiatiques où des personnalités sont tour à tour acclamées puis démolies (ou l'inverse) : Roselyne Bachelot, critiquée, calomniée, évincée de la classe politique pour sa gestion de la crise sanitaire du H1N1 en 2009-2010, et aujourd'hui portée aux nues pour sa clairvoyance et son esprit de responsabilité lors de cette crise. La chancelière Angela Merkel, louée pendant des années pour sa gouvernance tranquille et efficace (la force tranquille ?), puis, suite à de mauvais résultats électoraux de son parti sous les coups de l'extrême droite, accusée d'être vieillie, usée, devenue inapte à diriger le pays, puis de nouveau portée aux nues pour sa gestion pertinente et rassurante de la crise du Covid-19. Mais combien rappellent qu'à l'origine c'est une scientifique, une physicienne ?

On perçoit que, derrière ces pratiques qui ne sont pas dues au hasard tant elles sont courantes, il y a la course au « scoop », à l'information différente, sensationnelle, qui attire l'attention, la course à l'audimat. Comment y mettre des garde-fous ? Comment faire pour que l'information donnée par les médias (et les réseaux sociaux) ne contribue pas à détourner les citoyens de la « chose politique », c'est-à-dire de la vie commune ?

Zones vertes, zones rouges

Regardons la carte des zones vertes et des zones rouges du déconfinement : la zone verte correspond sensiblement au climat océanique, doux et humide, tandis que la zone rouge correspond sensiblement au climat semi-continentale et continentale. Comment interpréter ?

Selon certains, les métropoles urbaines seraient des foyers de contamination par rapport aux zones rurales épargnées, donc non à la densification. Pourtant Nantes, Bordeaux, Toulouse et Marseille sont des métropoles, et en zone verte. Le Morvan comme les Vosges sont des zones rurales, et en zone rouge.